

COMMISSION DE L'INTERIEUR,
DES AFFAIRES GENERALES ET
DE LA FONCTION PUBLIQUE

COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE ZAKEN, DE
ALGEMENE ZAKEN EN HET
OPENBAAR AMBT

du

van

MERCREDI 24 NOVEMBRE 2010

WOENSDAG 24 NOVEMBER 2010

Matin

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10 h 20 par M. Ben Weyts, président.

Le **président**: Je ne puis commencer par la question prioritaire de Mme Galant étant donné que l'auteure n'est pas encore présente.

01 Questions jointes de

- M. Siegfried Bracke à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "les nominations de fonctionnaires de niveau A en suspens, le gouvernement étant en affaires courantes" (n° 592)

- Mme Annick Ponthier à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "les nominations en suspens de hauts fonctionnaires et de fonctionnaires de niveau A à l'échelon fédéral" (n° 604)

01.01 Siegfried Bracke (N-VA): J'ai appris par la presse que le document de nomination de plusieurs fonctionnaires de niveau A ne peut être signé parce que le gouvernement est en affaires courantes, ce qui a plus particulièrement des conséquences au niveau du salaire des personnes concernées. Au SPF Finances, 103 dossiers de nomination sont en attente depuis très longtemps déjà. Ces fonctionnaires auraient été désignés à titre temporaire trois jours avant les élections.

Est-ce exact? Des fonctionnaires doivent-ils attendre leur nomination qui ne fait l'objet d'aucune contestation parce que le gouvernement est en affaires courantes? Ne serait-il pas souhaitable de donner une interprétation moins stricte à la notion d'"affaires courantes"? Sur la base de quelle législation est-il impossible de nommer les fonctionnaires à l'heure actuelle? Quelles sont les conséquences pour les personnes concernées qui ont droit à leur nomination mais ne peuvent l'obtenir?

Est-il exact qu'au SPF Finances, il ait été procédé à des nominations temporaires? En est-il de même dans d'autres administrations?

01.02 Annick Ponthier (VB): Il me revient que des centaines de fonctionnaires attendent un arrêté royal entérinant leur promotion.

Est-il vrai qu'aucun arrêté royal ne peut être signé tant que nous avons un gouvernement d'affaires courantes? La ministre pourrait-elle fournir un aperçu du nombre de fonctionnaires dirigeants qui sont préjudiciés du fait qu'ils ne peuvent être nommés? La situation administrative et financière des fonctionnaires concernés sera-t-elle rectifiée ultérieurement?

01.03 Inge Vervotte, ministre (*en néerlandais*): La limitation des pouvoirs d'un gouvernement en affaires courantes n'est pas seulement une question d'interprétations légales, c'est un choix de principe consistant à

faire en sorte qu'une situation temporaire soit le plus temporaire possible. Un gouvernement d'affaires courantes exerce ses pouvoirs le plus strictement possible car l'objectif ne saurait être d'étendre sans cesse les affaires courantes.

La limitation des compétences du gouvernement en affaires courantes est une coutume constitutionnelle. Elle s'inscrit dans le cadre des principes de continuité, de responsabilité ministérielle et de contrôle parlementaire. Le Conseil d'État contrôle le respect de ces limites, et les cours et tribunaux peuvent annuler les décisions dépassant le cadre des affaires courantes. Le pouvoir exécutif doit en principe faire preuve de réserve lorsqu'il légifère durant cette période.

L'absence de nominations et de promotions est une conséquence inévitable de cette situation. Concrètement, le chef de l'État continue à signer les arrêtés de nomination des fonctionnaires des niveaux A1 et A2. Depuis la démission du gouvernement, il ne signe plus les arrêtés de promotion à partir du niveau A2 ni les arrêtés de nomination de niveau A3 ou supérieurs et les arrêtés de désignation de directeurs et de titulaires d'une fonction d'encadrement.

Ces pratiques sont fondées sur la circulaire du 26 avril 2010 relative aux affaires courantes. Plusieurs solutions sont envisageables pour garantir la continuité durant la période d'affaires courantes.

À ma demande, mon administration a réalisé une étude sur le problème des nominations et des promotions en période d'affaires courantes sur la base de la jurisprudence du Conseil d'État. Cette étude n'a révélé aucun cas d'annulation d'une nomination ou d'une promotion qui serait attribuable à une période d'affaires courantes.

Cette jurisprudence ne concernait toutefois pas des promotions à un niveau supérieur au niveau A2 ou la nomination de titulaires d'une fonction de management ou d'encadrement. Dix recours contre des nominations ont fait l'objet d'un arrêt de rejet prononcé par le Conseil d'État. Dans sa motivation, le Conseil a indiqué qu'il s'agissait de situations n'occasionnant pas de problèmes de politique majeurs, et que les dossiers avaient été traités conformément à la procédure normale et dans les délais normaux.

On peut déduire de cette jurisprudence que la position du Conseil d'État va dans le même sens que la circulaire. Par ailleurs, des exceptions sont possibles en cas de haute urgence ou si les intérêts de l'État doivent être préservés.

Selon une brève enquête que le SPF P&O a menée auprès des SPF et des parastataux, il y a effectivement 121 promotions aux niveaux A2, A3 et A4 qui ne sont pas encore réglées, de même que 12 nominations de titulaires de fonctions de management.

Au SPF Finances, 103 promotions doivent encore être finalisées, ainsi que trois nominations de managers. Il y a en outre 320 dossiers de promotion en préparation, ainsi que cinq dossiers de nomination de managers.

À la Politique scientifique fédérale, huit promotions et deux nominations de managers n'ont pas encore été finalisées.

Enfin, au SPF Affaires étrangères, 20 promotions dans les classes 1 et 2 sont également en attente.

On peut donner un caractère rétroactif aux promotions de membres du personnel statutaire si les personnes concernées assument déjà un certain nombre de responsabilités liées à leur nouvelle fonction. Dans pareil cas, ces personnes n'encourent aucun préjudice.

C'est ainsi au SPF P&O mais cela relève de l'autonomie de chaque SPF.

La nomination des managers suit une autre procédure. Ils ne peuvent évidemment pas être rémunérés pour des services non encore rendus.

Je ne suis pas au courant d'une désignation ad interim trois jours avant le 13 juin 2010 au SPF Finances. Il conviendrait de vous adresser au ministre des Finances à ce propos.

Une réglementation claire et précise est indispensable pour minimiser le risque de problèmes. Les intérimaires ou les prolongations temporaires peuvent apporter une solution. La plupart des intéressés ne subiront aucun préjudice dans la mesure où un caractère rétroactif peut être appliqué. Il appartient aux SPF de prendre les décisions en la matière mais les choses se sont toujours passées ainsi précédemment.

01.04 Siegfried Bracke (N-VA): Certains n'ont toujours pas reçu ce à quoi ils ont droit. Sera-ce le cas quand la décision tombera?

Quand chaque service décide par lui-même, une part d'arbitraire est possible.

01.05 Inge Vervotte, ministre (*en néerlandais*): La pratique n'a rien démontré de tel par le passé. Je ne puis pas non plus prendre de décision à la place du nouveau gouvernement.

01.06 Annick Ponthier (VB): Le gouvernement en affaires courantes doit prendre des décisions en vue de garantir la continuité des services publics mais selon quels critères choisit-il les fonctions qui seront prorogées et celles qui ne le seront pas? Le 12 octobre 2010, le mandat de Jozef De Witte auprès du CECLR a été prolongé par arrêté royal. D'autres services, comme Fedasil, éprouvent aussi, à mon sens, le besoin impérieux de disposer d'une direction efficace.

01.07 Inge Vervotte, ministre (*en néerlandais*): En principe, le gouvernement procède le moins possible à des nominations. Il est envisageable de prendre un arrêté royal si la continuité d'un service est en péril. Le Roi observe des règles très strictes quand il s'agit de signer un arrêté; l'arbitraire n'est pas de mise.

Il existe d'ailleurs une différence entre une prorogation et une nouvelle désignation. M. De Witte était déjà nommé dans sa fonction. La prorogation de son mandat était nécessaire pour garantir la continuité de l'administration de l'institution.

01.08 Annick Ponthier (VB): Il faudra donc attribuer à ma méfiance naturelle le fait que je soupçonne là-dedans d'autres intérêts.

01.09 Inge Vervotte, ministre (*en néerlandais*): Plus cette attitude est suivie scrupuleusement, moins cet argument tient car la marge d'interprétations possibles est plus étroite.

L'incident est clos.

Le **président**: Mme Galant n'est pas encore là, pour poser sa question prioritaire n° 270. La question n° 713 de M. Vandeput a été reportée.

La discussion des questions est suspendue de 10 h 38 à 11 h 07.

02 Questions jointes de

- **M. Theo Francken au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le premier vol FRONTEX organisé par la Belgique en vue de retours forcés" (n° 957)**

- **M. Bart Somers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les opérations de retour conjointes" (n° 1120)**

02.01 Theo Francken (N-VA): Des vols FRONTEX sont organisés depuis 2005. FRONTEX est l'Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des États membres. Notre pays a participé à ces vols pour la première fois. Comment les choses se sont-elles passées? Y avait-il des passagers voulant retourner volontairement ou s'agissait-il uniquement de rapatriements forcés? Combien de passagers sont montés à bord en Belgique et combien dans d'autres pays? Combien coûte cette opération? Dans quel budget puise-t-on pour ces vols? Comment évalue-t-on notre participation? La Belgique envisage-t-elle encore d'autres vols?

02.02 Bart Somers (Open Vld): Est-il exact que le vol FRONTEX en question est le seul à avoir été organisé cette année?

Quels autres États membres ont participé à cette opération? La France, l'Allemagne et les Pays-Bas ont-ils aussi organisé des vols cette année-ci? Notre pays y a-t-il pris part? Quelles étaient les destinations de ces vols? Y a-t-il eu un courrier de l'UE exhortant la Belgique à faire un plus grand usage de ce type de vols? Dans l'affirmative, comment y avons-nous réagi? D'autres vols FRONTEX ont-ils été planifiés ultérieurement?

02.03 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): À ma connaissance, les autorités européennes n'ont jamais signalé à mon département qu'un problème se posait avec FRONTEX. Cette après-midi ainsi que demain, j'ai une réunion avec FRONTEX. Ce sera l'occasion pour moi d'essayer d'y voir clair.

L'opération de retour conjointe (JRO) organisée par la Belgique le 27 octobre a été mise au point par FRONTEX. C'était effectivement le premier vol que notre pays organisait. Outre la Belgique, qui était le pays organisateur, l'Irlande, l'Angleterre et les Pays-Bas ont également participé à ce vol. Je ne m'étendrai pas sur le plan de vol précis parce qu'il ne constitue pas en l'occurrence un élément pertinent.

L'appareil utilisé, un Embraer RJ45, ne permet d'éloigner qu'un nombre limité de personnes. Les Pays-Bas n'ont délégué que deux observateurs. L'Irlande et le Royaume-Uni disposaient d'une escorte pour chaque réfugié. En plus de deux accompagnateurs, la Belgique prévoit également un médecin, un psychologue et deux délégués de l'inspection générale de la police fédérale et locale.

Huit personnes ont été contraintes au retour forcé. L'encadrement était assuré par 32 personnes. Personne, sauf le réfugié venu d'Irlande, n'a opposé de résistance. Il a dû être immobilisé. Aucun problème ne s'est par ailleurs posé à l'arrivée à Kinshasa.

Le coût de l'opération n'est pas encore connu mais cette opération relève assurément du Fonds européen pour le retour. Les autres pays participants réagissent positivement à cette JRO. Il s'indique néanmoins d'utiliser un plus grand appareil à l'avenir.

L'Allemagne a déjà organisé trois JRO, une vers la Géorgie et deux vers le Kosovo. Les Pays-Bas ont déjà organisé deux vols, un vers le Nigeria et un vers le Cameroun. La France a organisé un vol en 2010 vers le Nigeria. La Belgique n'a participé cette année qu'aux deux JRO organisées par les Pays-Bas. Respectivement quatre et un étrangers ont été éloignés à cette occasion.

02.04 Theo Francken (N-VA): Les médias suivront ce dossier jusqu'à ce qu'il y ait réellement du neuf. Le premier ministre, M. Leterme, a dit qu'il veillerait personnellement à l'application correcte et rigoureuse de la politique en matière de retour. Je l'interrogerai sur le sujet.

Le premier vol FRONTEX organisé par la Belgique a servi à éloigner huit personnes seulement, parmi lesquelles cinq Nigériens des Pays-Bas. Or des centaines de personnes s'adressent à Fedasil chaque jour. Il est donc évident que la politique en matière de retour n'est pas adéquate.

D'après le secrétaire d'État, la capacité de l'avion était trop faible. Qui en est le propriétaire?

02.05 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Je présume que c'est la Défense mais je n'en suis pas certain.

02.06 Theo Francken (N-VA): Trente-deux personnes ont accompagné les huit demandeurs d'asile déboutés. L'un de ceux-ci a été immobilisé. Comment?

02.07 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Ce n'est qu'en dernière instance qu'on force une personne à partir. Certaines personnes partent de leur plein gré mais si elles refusent de monter à bord de l'avion, il faut les immobiliser.

02.08 Bart Somers (Open Vld): La capacité d'accompagnement ne pose aucun problème à mes yeux, parce que le retour forcé doit pouvoir être effectué humainement et en toute sécurité pour les accompagnateurs. À la suite d'un décès tragique, nous avons mené un large débat sur la manière dont les retours forcés doivent être organisés. Pour les accompagnateurs, la pression mentale est énorme, parce qu'il s'agit souvent de personnes en détresse.

Les avions avec un nombre limité de places ne conviennent pas, parce qu'ils ne permettent pas de rapatrier un nombre suffisant de personnes. J'espère que l'on aura recours à des avions d'une capacité plus grande et que le nombre de vols sera augmenté.

Je suis convaincu que si les gens savent qu'ils seront contraints de retourner dans leur pays lorsqu'ils sont définitivement déboutés, ils seront plus nombreux à partir volontairement.

J'espère que davantage de vols seront organisés dans le cadre européen.

L'incident est clos.

Le **président**: Bien que la question n° 534 de Mme Colen ait été reportée à deux reprises, elle a été désignée comme prioritaire par son groupe politique. En l'absence de son auteure, je la considère comme étant retirée.

03 Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le refus d'un visa pour un Marocain participant au quatrième salon du tourisme durable à Bruxelles" (n° 831)

03.01 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Un petit producteur d'olives marocain qui, avec une ASBL située en Belgique, promeut le tourisme équitable, devait participer les 16 et 17 octobre derniers au Salon du Tourisme durable, éthique et équitable. Le visa lui a été refusé aux motifs de défaut de réservation d'hôtel, de preuve de la qualité de membre effectif de l'ASBL, de preuve de réalisations de l'ASBL et de preuves suffisantes de couverture financière.

Pourtant, le responsable de l'ASBL belge affirme qu'il a remis sa déclaration fiscale prouvant ses revenus ainsi qu'un dossier reprenant l'ensemble des activités de l'ASBL, y compris les statuts. Mais il n'a pu joindre l'Office des Étrangers.

Comment les citoyens peuvent-ils faire pour joindre l'Office des Étrangers et faire valoir leurs arguments quand les motifs de refus invoqués leur paraissent non fondés?

03.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en français*): La décision prise par l'Office des Étrangers a été notifiée au demandeur du visa par le biais du consulat général, avec mention claire des motifs et des possibilités de recours.

L'Office des Étrangers est toujours joignable par téléphone, e-mail, fax ou courrier ordinaire. En outre, son site web fournit une liste de points de contact à l'attention des avocats et des spécialistes du droit des étrangers.

L'Office des Étrangers abordera le dossier uniquement avec le demandeur de visa ou son représentant, étant donné que les tiers éventuels ne disposent pas nécessairement de tous les éléments et ne peuvent pas non plus être informés de tous les éléments du dossier. De plus, il peut s'avérer difficile de vérifier le mandat qu'auraient ces tiers.

03.03 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Le problème est que les dossiers de ce genre traînent très longtemps. Quand le refus est signalé, la personne ne dispose plus de suffisamment de temps pour introduire un recours.

Vous dites qu'il suffit d'appeler l'Office des Étrangers via le *helpdesk*. C'est une blague, tout le monde sait

que c'est extrêmement compliqué.

03.04 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en français*): Vous irez dire cela aux personnes de l'Office qui répondent tous les jours au téléphone!

Il existe une réelle volonté au sein de l'Office d'essayer d'être plus performant mais cela exige que les personnes qui demandent des renseignements évitent d'utiliser de manière abusive ou inadéquate les services de l'Office.

03.05 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Il est clair que c'est l'enfer pour le personnel de l'Office car beaucoup de personnes téléphonent mais, par ailleurs, il est extrêmement difficile de joindre l'Office. Je peux vous le dire pour avoir essayé moi-même.

Par ailleurs, dans le cas d'espèce, ce sont des tiers qui doivent fournir des documents certifiant leurs revenus et la manière dont ils vont accueillir l'étranger. Il est donc normal que ces tiers soient prévenus si les documents ne sont pas adéquats.

Il y a un réel problème de communication, surtout dans les délais brefs dans lesquels doivent travailler les ONG.

L'incident est clos.

04 Question de M. Theo Francken au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'arrêt de la Cour constitutionnelle et ses conséquences pour la loi sur les étrangers" (n° 870)

04.01 Theo Francken (N-VA): En vertu de l'arrêt de la Cour constitutionnelle, les articles 40 à 47 de la loi sur les étrangers sont en contradiction avec le principe constitutionnel d'égalité. Il s'agit des délais décisionnels en cas de regroupement familial.

Comment le secrétaire d'État répondra-t-il aux observations de la Cour constitutionnelle? La loi sera-t-elle modifiée ou l'arrêt royal de 1981 sera-t-il modifié? Le secrétaire d'État a-t-il l'intention de réagir à cet arrêt dans le cadre de la prochaine loi-programme? Une simple modification de l'arrêt royal de 1981 correspond-elle aux termes explicites de l'arrêt? Dans quel délai cet arrêt royal sera-t-il dès lors finalisé? Une telle modification peut-elle intervenir alors que le gouvernement est en affaires courantes? Un avis urgent sera-t-il demandé au Conseil d'État? Comment cette urgence sera-t-elle motivée?

Le secrétaire d'État fera-t-il le nécessaire pour qu'un délai de traitement de 9 mois, prorogeable à 15 mois, reste disponible dans un maximum de cas possibles? Le secrétaire d'État veillera-t-il à ce que le délai de traitement de 6 mois en cas de fraude et de délit, comme un mariage de complaisance, puisse également être prolongé? Des instructions particulières ont-elles déjà été communiquées à l'Office des Étrangers pour le traitement des demandes de visa pour le regroupement familial lors de la période transitoire? Quelles instructions ont-elles été ou seront-elles données à l'Office des Étrangers? Le secrétaire d'État maintiendra-t-il le principe selon lequel dans tous les cas de regroupement familial avec un Belge, un délai de 9 mois doit rester disponible?

04.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): J'ai déjà enjoint à l'Office des Étrangers de préparer une réponse juridique à l'arrêt et j'ai reçu les premiers textes en projet mettant en concordance la loi sur les étrangers de 1980 et son arrêté d'exécution de 1981 avec les observations de la Cour constitutionnelle. Dans l'arrêt, il est question d'une lacune dans la législation. Par conséquent, une modification légale est indiquée.

Toutefois, la Cour constitutionnelle se réfère également à l'article 42, § 1^{er}, de la loi sur les étrangers qui habilite le Roi à régler les modalités et la durée de tout séjour de plus de trois mois de ressortissants de l'Union et des membres de sa famille. En outre, l'article 52, § 4, de l'arrêt royal de 1981 fixe les délais de

traitement pour les demandes de regroupement familial des membres de la famille d'un ressortissant UE ou d'un Belge introduites en Belgique.

Actuellement, nous explorons encore ces deux pistes. Nous n'avons pas encore décidé si nous opterions pour une modification légale ou une modification de l'arrêté royal mais en toute hypothèse, le projet ne fera pas partie des dispositions diverses.

L'arrêt dit clairement que la Belgique est tenue par le droit UE, en particulier par la directive 2004/38 qui stipule que le visa d'entrée pour les membres de la famille de ressortissants UE et de Belges doit être délivré le plus rapidement possible, au plus tard dans un délai de six mois. Nous planchons en ce moment sur la question de savoir s'il est juridiquement possible de prolonger le délai de traitement de six mois sur la base de l'article 35 de la même directive qui offre la possibilité aux États membres de prendre des mesures pour lutter contre les abus de droit et la fraude.

Je n'ai pas donné d'instructions particulières mais en attendant une modification législative, l'Office des Étrangers est tenu d'appliquer la loi relative aux étrangers conformément à la jurisprudence de la Cour et à la réglementation UE.

La possibilité d'une discrimination inversée pour les membres de la famille d'un Belge fait actuellement l'objet d'une analyse approfondie. La récente jurisprudence du Conseil d'État et de la Cour constitutionnelle interdit pareille discrimination. Une affaire de principe à l'encontre de la Belgique est pendante à la Cour européenne de Justice. Dans l'avis rendu, l'avocat général conclut à l'illégalité de la discrimination de ses propres ressortissants. Un arrêt est prévu début 2011.

04.03 Theo Francken (N-VA): Il s'agit de donner aux services d'asile le temps de contrôler effectivement les éventuels mariages de complaisance. J'espère que la possibilité prévue à l'article 35 de la directive sera juridiquement validée de manière à ce que le délai soit effectivement prolongé.

L'arrêt pendant, avec l'avis selon lequel une plus grande rigueur à l'égard des Belges que des autres Européens n'est pas autorisée, devrait en effet tomber au début de l'année prochaine. Je l'attends avec impatience parce que la N-VA préconise de traiter tous les Belges sur un pied d'égalité en matière de regroupement familial.

L'incident est clos.

05 Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la fraude à l'identité commise par des demandeurs d'asile" (n° 890)

05.01 Sarah Smeyers (N-VA): Pendant 10 ans, un soi-disant demandeur d'asile macédonien qui s'avère être un tueur albanais a perçu un revenu d'intégration du CPAS d'Alost. Il semblerait que l'obtention d'une reconnaissance comme réfugié politique en ayant recours à une fausse identité est un jeu d'enfant. Dans le cadre d'une demande d'asile ou de régularisation, aucune pièce d'identité authentique n'est en effet requise. Il est dès lors probable que plusieurs milliers de demandeurs d'asile ont été reconnus comme réfugiés sous une fausse identité. Cette situation constitue une menace pour l'ordre public dans notre pays.

Le secrétaire d'État entend-il aborder ce problème au sein du cabinet restreint? Est-il disposé à mettre fin à la dispense d'obligation d'identification pour les demandeurs d'asile et, surtout, pour les demandes de régularisation? Voit-il d'autres possibilités pour mettre fin à cette fraude à l'identité? Entend-il donner des instructions à bref délai pour éviter que des personnes ne soient régularisées sous une fausse identité?

05.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (en néerlandais): Les articles 9bis et 9ter de la loi sur les étrangers stipulent bien une obligation d'identification dans le cadre des demandes de régularisation. On prévoit deux exceptions: l'une pour les demandeurs d'asile dont la requête n'a pas encore été définitivement rejetée et l'autre pour les étrangers pour lesquels il s'avère impossible d'obtenir les documents exigés en Belgique. Si le statut de ces personnes est régularisé, le titre de séjour indiquera clairement que l'identité du porteur est une identité déclarée.

Dans le cadre d'une demande d'asile, on applique les règles en matière de preuve de la Convention de Genève. Un demandeur d'asile doit prouver son identité et son origine ou doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour obtenir les pièces justificatives nécessaires. Il n'est pas question d'exemption de l'obligation d'identification mais il est tenu compte du fait qu'il n'est pas toujours possible pour les demandeurs d'asile d'être en possession des documents requis, notamment en cas de fuite précipitée du pays d'origine. Exiger la présentation de documents d'identité irait à l'encontre des dispositions internationales et des dispositions du système de qualification de l'UE.

En tant que secrétaire d'État à la Politique de migration et d'asile, je ne peux pas donner d'instructions à des instances indépendantes comme le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides sur l'octroi ou non du statut de réfugié.

En cas de doute sur l'authenticité des pièces d'identité soumises, l'Office des Étrangers demandera l'avis du parquet.

05.03 Sarah Smeyers (N-VA): Le secrétaire d'État prend les choses bien à la légère. Ce problème relève de l'ordre public et est important dans le cadre de la sécurité du pays. Nous devons exiger que des gens voulant obtenir une régularisation et après probablement une naturalisation présentent une pièce d'identité pour qu'ils acquièrent la nationalité sur la base d'une identité correcte.

L'incident est clos.

06 Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la consultation des banques de données de la police dans le cadre de la procédure de régularisation" (n° 902)

06.01 Sarah Smeyers (N-VA): Le secrétaire d'État peut faire régulariser des étrangers à sa guise. Nous n'avons aucune idée de ce qui est fait pour éviter que des délinquants clandestins soient aussi régularisés. Comment sait-on si la personne qui introduit une demande de régularisation pour des raisons humanitaires est connue auprès de la police ou des tribunaux? Les demandes sont-elles automatiquement rejetées si la police a formulé un avis négatif ou si elles sont formulées par des personnes qui ont déjà été condamnées pour un délit?

Est-il parfois tenu compte – nonobstant un avis négatif – d'autres éléments positifs qui peuvent amener à régulariser malgré tout certaines personnes? Est-il déjà arrivé que des clandestins ou des demandeurs d'asile ayant été l'objet d'une condamnation pénale soient régularisés? L'autorisation de séjour peut-elle encore être retirée si une personne régularisée est condamnée? Dans l'affirmative, le fait-on systématiquement?

06.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (en néerlandais): Pour toute demande de régularisation pour raisons humanitaires, on consulte le Casier judiciaire central et le Système d'Information Schengen (SIS) et, dans certains cas particuliers, la Sûreté de l'État aussi puisque les atteintes à l'ordre public peuvent donner lieu à un avis négatif.

En principe, on ne procède pas à une régularisation lorsque le demandeur a été condamné au pénal. Ceci dit, on tient également compte de la gravité des faits. Il y a une différence entre un meurtre et une infraction au code de la route.

Le retrait systématique d'un permis de séjour pour n'importe quelle condamnation est contraire au principe de proportionnalité. Pour des délits graves représentant un danger pour la société, on peut procéder à l'expulsion des ressortissants étrangers concernés par le biais d'un arrêté ministériel ou d'un arrêté royal.

06.03 Sarah Smeyers (N-VA): Un agent de police m'a indiqué que certaines personnes condamnées pour des faits criminels graves étaient tout de même régularisées. Le meurtre est un exemple extrême, mais où est la limite? J'espère que le secrétaire d'État veille à ce que l'ordre public ne soit pas menacé.

06.04 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (en néerlandais): L'appréciation s'effectue au cas par cas. Lorsqu'une personne a commis un délit grave, la demande est examinée en fonction des informations

recueillies.

L'incident est clos.

07 Questions jointes de

- **M. Theo Francken au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'impossibilité pour l'Office des Étrangers d'effectuer des contrôles décents en raison du secret professionnel des communes et des CPAS" (n° 956)**

- **Mme Nahima Lanjri au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les abus en matière de libre circulation des travailleurs et des services" (n° 1011)**

07.01 Theo Francken (N-VA): Dans sa réponse à une de mes questions posées il y a une semaine, le secrétaire d'État a déclaré que les communes et les CPAS ne devaient pas hésiter à notifier les abus à l'Office des Étrangers, ce dernier étant à même de prendre les mesures appropriées. J'étais satisfait de cette réponse, car la ville de Gand est confrontée à un problème de plus en plus important lié aux manœuvres de ressortissants d'États d'Europe de l'Est qui tentent par tous les moyens d'exploiter notre sécurité sociale.

Il y a un an, le secrétaire d'État a déclaré que l'Office des Étrangers devait détecter les abus mais que les mécanismes mis en œuvre à cet effet ne devaient pas violer le secret professionnel des communes et des CPAS. Tant la VVSG que le centre flamand des minorités "*Vlaams Minderhedencentrum*" partagent ce point de vue exprimé il y a un an. La semaine passée, je pensais que le secrétaire d'État avait changé d'avis.

Que signifient concrètement les déclarations du secrétaire d'État lorsqu'il affirme que la notification à l'Office constitue une priorité, si dans le même temps il estime que les CPAS ne peuvent pas communiquer à ce sujet? Quels éléments nouveaux sont intervenus depuis l'an passé? Le secrétaire d'État estime-t-il que l'Office va pouvoir fonctionner convenablement s'il ne peut recevoir aucune information de la part des communes et des CPAS? Est-il disposé à inclure dans la loi sur les étrangers une disposition habilitant l'Office des Étrangers à inviter les organes concernés à lui transmettre toute information utile, par analogie avec les dispositions applicables au Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides?

07.02 Nahima Lanjri (CD&V): La question de la libre circulation des travailleurs au sein de l'Union européenne est connue. Les trafiquants d'êtres humains fournissent aux ressortissants des pays de l'Est les documents nécessaires pour se présenter en Belgique comme ayant un emploi, alors qu'en réalité, ils n'en ont pas. Souvent aussi, les communes savent que quelque chose cloche. Il suffit de penser aux magasins de nuit qui emploieraient des dizaines de personnes. Dès que ces personnes ont obtenu un permis de séjour, elles s'adressent aux CPAS et incitent leur famille à les rejoindre, ce qui ne leur pose aucun problème puisqu'il s'agit de citoyens européens. Je ne pense pas que l'objectif de la libre circulation des travailleurs soit de pouvoir profiter d'une meilleure sécurité sociale dans d'autres pays de l'Union européenne.

D'autres pays, comme les Pays-Bas et l'Allemagne, réussissent toutefois à traiter plus strictement ce problème. Pourquoi parviennent-ils à le faire, contrairement à notre pays? Sera-t-il nécessaire de modifier la loi sur les étrangers pour pouvoir faire face à ce problème? Les effectifs du service chargé dans notre pays d'assurer le contrôle de la migration économique au sein de l'Union européenne sont apparemment insuffisants. Comment peut-on résoudre ce problème?

L'Office des Étrangers n'a pas accès aux données de la Banque-Carrefour de la Sécurité Sociale. Ces données permettent pourtant de détecter immédiatement les entreprises fictives. Il est impossible d'y accéder en raison du respect de la vie privée mais dans d'autres pays cela ne pose aucun problème. Aux Pays-Bas et en Allemagne, un ordre de quitter le territoire est immédiatement envoyé aux personnes souhaitant bénéficier de la sécurité sociale. En Belgique, l'harmonisation des systèmes est insuffisante et il est impossible de contrôler si une personne bénéficie à juste titre d'une allocation.

Comment ce problème peut-il être résolu sans entraver la libre circulation des personnes qui viennent réellement travailler dans notre pays?

07.03 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (en néerlandais): La loi relative aux étrangers limite bel et bien

l'usage abusif du droit de séjour par des citoyens de l'UE.

C'est ainsi par exemple que l'article 42*septies* prévoit que le ministre ou son délégué peut mettre un terme au droit de séjour d'un citoyen de l'UE ou de membres de sa famille en cas d'utilisation d'informations fausses ou trompeuses ou de documents falsifiés, en cas de fraude, ou en cas de recours à d'autres moyens illicites ayant été décisifs dans l'attribution du droit de séjour.

Sur la base de l'article 42*bis*, il peut être également mis fin au droit de séjour d'un citoyen européen s'il devient une charge déraisonnable pour le système de sécurité sociale. La difficulté, pour l'OE, est de pouvoir l'évaluer. L'accès de l'OE à la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale devrait donc être élargi. Des mesures sont prises actuellement en ce sens, mais on attend notamment l'avis de la Commission de la protection de la vie privée.

Nous sommes en faveur de l'engagement de davantage de personnel, mais dans la situation actuelle, c'est difficile à réaliser. L'OE s'efforce de travailler le plus efficacement possible avec les moyens dont il dispose.

Les citoyens de l'UE qui souhaitent exercer une activité économique en Belgique doivent présenter une attestation de leur employeur. Les communes peuvent alors leur délivrer la carte E. Toutefois, les communes ne sont pas en mesure de vérifier l'authenticité d'une attestation d'un employeur ou d'un contrat de travail.

À l'avenir, les communes devront collaborer plus étroitement encore avec les services d'inspection sociale dans le but de lutter contre les abus. En cas de doute, la commune a toujours la possibilité de transmettre la demande de séjour à l'Office des Étrangers, qui doit prendre une décision dans un délai de cinq mois. Une grande partie de la politique est conduite au niveau local par la ville et le CPAS. Toutefois, l'OE a de nouveau souligné l'importance d'orienter les demandes douteuses vers Bruxelles.

Ainsi, une commune ayant appris, par l'intermédiaire de l'OE, la faillite d'une entreprise déterminée peut prendre les mesures qui s'imposent lorsqu'une attestation de l'employeur émanant de cette entreprise est présentée. Un contrôle doit être exercé à tous les niveaux. En cas de doute, l'OE peut demander des informations complémentaires aux communes. L'OE n'étant pas autorisé à demander directement des renseignements à un CPAS, il interroge régulièrement les intéressés eux-mêmes. Ainsi, en cas de doute, l'OE demandera aux personnes concernées de présenter une attestation démontrant qu'elles sont à charge du CPAS.

07.04 Theo Francken (N-VA): Je connais les articles 42*septies* et 42*bis* de la loi relative aux étrangers, lesquels stipulent que des citoyens de l'UE peuvent, eux aussi, être renvoyés dans leur pays en cas de fraude. Or, combien de personnes ont-elles perdu leur droit de séjour en vertu de ces articles? Je ne me fais aucune illusion à ce sujet. Pendant des années, la ville de Gand s'est montrée beaucoup trop souple en la matière et c'est la raison pour laquelle elle se trouve aujourd'hui submergée.

Comme Ostende et Louvain, la ville d'Anvers a été beaucoup plus critique en la matière.

Selon le secrétaire d'État, l'Office des Étrangers dispose d'un service qui assiste les communes. Il m'est toutefois revenu que ce service serait supprimé, ce qui ne serait pas un bon signal. Le secrétaire d'État déclare également que l'intéressé doit simplement fournir la preuve. Nous devons examiner d'urgence s'il n'existe aucune solution créative pour donner plus de possibilités à l'Office des Étrangers.

07.05 Nahima Lanjri (CD&V): Je pense qu'il est indiqué de rappeler encore les possibilités aux administrations communales par le biais d'une circulaire mentionnant le numéro et la procédure à suivre. Les numéros des personnes à contacter à l'Office des Étrangers peuvent également y figurer.

Le problème est surtout de récolter toutes les informations et d'assembler les différentes pièces du puzzle. On peut par exemple préciser dans la loi que l'intéressé ne peut constituer une charge déraisonnable pour les autorités et qu'il ne peut donc obtenir l'aide du CPAS. Les informations doivent être reliées entre elles.

Je me réjouis que l'on réfléchisse à un accès supplémentaire aux données de la Banque-Carrefour. J'espère

également que l'avis de la Commission de la vie privée sera positif. J'espère enfin que nous aurons un gouvernement le plus rapidement possible.

L'incident est clos.

08 Question de Mme Nahima Lanjri au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le rôle de l'OE dans le cadre de la lutte contre la drogue à Anvers" (n° 1010)

08.01 Nahima Lanjri (CD&V): L'an dernier, une présence policière accrue dans le quartier d'Anvers-Nord a permis l'arrestation d'environ 300 trafiquants de drogues, dont 165 séjournaient illégalement dans le pays. Le bourgmestre d'Anvers a été offusqué d'apprendre qu'une seule de ces personnes a été refoulée vers son pays d'origine pendant que les autres poursuivaient purement et simplement leur trafic.

L'expulsion de délinquants en séjour illégal relève de l'Office des Étrangers. Est-il exact que la ville d'Anvers a conclu des accords en la matière avec l'Office des Étrangers? Les chiffres cités par le bourgmestre sont-ils exacts? Dans l'affirmative, comment se fait-il qu'une seule personne ait été expulsée?

D'autres procédures sont-elles encore en cours? Certaines personnes sont-elles placées dans un centre fermé pour prévenir le risque de récidive? Quelles mesures l'Office des Étrangers prendra-t-il pour expulser davantage de clandestins, surtout s'il s'agit de délinquants?

08.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): J'ai déjà répondu à une question presque identique la semaine passée.

Le problème de la drogue étant prioritaire dans le plan de sécurité zonal de la police d'Anvers de même que dans le plan relatif à la politique antidrogue de la Ville d'Anvers, une concertation entre la Ville d'Anvers et l'Office des Étrangers a eu lieu le 8 décembre 2008. À cette occasion, il a été convenu que les trafiquants de drogue en séjour illégal seraient rapatriés par priorité.

Afin de préparer les opérations de grande envergure que la police d'Anvers a menées à bien en 2009, une seconde réunion s'est tenue le 22 janvier 2009. L'Office des Étrangers a réservé des places dans les centres fermés et a dispensé une aide sur le terrain. Des accords relatifs à une politique de tolérance zéro ont été passés avec le parquet d'Anvers. L'Office des Étrangers a procédé par priorité à l'identification des illégaux arrêtés en vue de leur retour vers leur pays d'origine. Un certain nombre de personnes n'ont pu faire l'objet d'une mesure d'éloignement de notre territoire parce qu'elles possédaient la nationalité belge ou disposaient d'un autre titre de séjour légal.

Au cours de ce laps de temps, huit étrangers – et non un seul – ont été rapatriés. Bon nombre de ces suspects arrêtés ont déjà été interviewés par l'Office des Étrangers en raison du fait qu'ils n'étaient pas en possession de documents d'identité et en vue de l'obtention des documents de voyage souhaités.

Cinquante-cinq personnes – dont l'Office des Étrangers doit encore déterminer l'identité – ont jusqu'à présent fait l'objet d'une arrestation administrative dans le cadre de l'action Fortuna lancée à Anvers en avril 2009. Parmi ces personnes, 21 ont été enfermées au centre fermé de Merksplas. Dans l'intervalle, 9 étrangers ont été rapatriés.

Pour pouvoir être rapatrié, l'étranger doit disposer d'un document d'identité. S'il n'en a pas, il est nécessaire de lancer une procédure d'identification. Dans le but d'accélérer ces procédures, l'Office des Étrangers tente d'améliorer ses relations avec les autorités des pays d'origine.

Avec l'aide du Fonds européen pour le retour, l'Office a lancé de nouveaux projets tels que l'organisation d'une soirée consulaire annuelle et de sessions d'information avec les consuls et l'édition de brochures sur la politique belge en matière de retours. Les fonctionnaires à l'immigration tentent de collaborer avec les pays "à problèmes". Ainsi, des équipes d'identification vietnamiennes et pakistanaïses ont été invitées à venir appuyer les services belges, une procédure accélérée a été mise en place pour l'envoi d'empreintes digitales au Maroc, un protocole d'accord a été négocié avec la Chine et le Pérou et les autorités des pays d'origine ont été encouragées, par le biais de plans d'action, à donner la priorité aux demandes émanant de la

Belgique. L'Office organise par ailleurs régulièrement des réunions avec des représentants d'ambassades et de consulats dans le but d'accélérer les processus d'identification et de retour. La collaboration entre l'Office et le parquet sera également renforcée.

08.03 Nahima Lanjri (CD&V): Parmi les 165 trafiquants de drogue en situation illégale, neuf ont donc été rapatriés au lieu d'un. Qu'advient-il des autres? Seulement 21 personnes ont été enfermées à Merksplas. Les autres se trouvent-elles ailleurs en prison ou ont-elles été libérées?

08.04 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (en néerlandais): Tant que la procédure judiciaire est en cours, les détenus ne sont pas transférés vers un centre fermé. Je ne dispose que de chiffres relatifs aux centres fermés et aux rapatriements. Plusieurs personnes ne peuvent être rapatriées, notamment du fait qu'elles sont belges.

08.05 Nahima Lanjri (CD&V): Il est néanmoins difficile de comprendre que nous ne parvenions pas à expulser des criminels illégaux. Nous devons absolument nous pencher sur cette problématique.

L'incident est clos.

09 Question de M. Theo Francken au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le dossier de Mohammed Saber, terroriste en situation illégale non éloignable" (n° 1059)

09.01 Theo Francken (N-VA): J'espère qu'on n'invoquera pas, pour cette question, les dispositions du Règlement de la Chambre relatives aux dossiers individuels, qui ne s'appliquent pas en l'espèce, à mes yeux. Ma question est en effet d'ordre public général.

Mohamed Saber est un terroriste du calibre de Nizar Trabelsi. Est-il toujours détenu dans le centre d'asile fermé de Bruges, a-t-il pu être éloigné dans l'intervalle ou est-il parti de sa propre initiative? Qu'en est-il de l'accord conclu avec cette personne? Vers quel pays a-t-il été éloigné, le cas échéant: l'Irak, le Burundi ou un autre pays? Une somme a-t-elle dû être déboursée? De quelle manière l'éloignement a-t-il été organisé? Les autorités locales en ont-elles été informées? Le secrétaire d'État a-t-il connaissance d'infractions à l'article 3 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme?

09.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (en néerlandais): M. Saber est retourné volontairement en Irak dans le cadre d'un contrat OIM (Organisation Internationale pour les Migrations), conformément à l'article 3 de la CEDH. L'OIM a confirmé l'arrivée de M. Saber en Irak. Les autorités locales ont été informées afin qu'elles puissent rédiger les documents de voyage nécessaires pour le retour volontaire.

09.03 Theo Francken (N-VA): J'apprécie le fait que le secrétaire d'État donne une réponse en ce qui concerne ce dossier délicat.

L'incident est clos.

10 Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les tests osseux pour les jeunes demandeurs d'asile" (n° 1100)

10.01 Sarah Smeyers (N-VA): Dans notre pays, la règle veut que les jeunes demandeurs d'asile aient le droit à l'accueil, ne puissent pas être enfermés en centres fermés ni expulsés. C'est pourquoi de nombreux jeunes déclarent à la frontière qu'ils sont mineurs. Pour prévenir la fraude, il est procédé à des tests osseux sur le poignet de jeunes demandeurs d'asile dans le but de déterminer leur âge. L'Office des Étrangers décide alors sur la base du résultat si le jeune est mineur ou majeur.

Il s'avère toutefois que des erreurs sont commises dans les deux sens et que des majeurs passent parfois pour des mineurs et inversement.

Combien de tests osseux ont été effectués en 2009 et 2010 sur des jeunes demandeurs d'asile? De combien de mineurs s'agit-il, exprimé en pourcentage? Pouvez-vous indiquer dans combien de cas l'âge présumé

correspondait au résultat du test osseux? Quelle était la marge d'erreur? L'Office des Étrangers suit-il toujours le résultat du test osseux? Le résultat est-il déterminant pour la décision définitive ou est-il purement indicatif?

10.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): L'Office des Étrangers peut demander au service des Tutelles de déterminer l'âge à l'aide d'une scintigraphie osseuse et veille également au bon déroulement du test. Le service des Tutelles, actif depuis 2005, décide ensuite si la personne répond aux critères pour être considérée comme un mineur non accompagné. L'Office des Étrangers doit respecter cette décision. Si l'Office des Étrangers a demandé le test, il doit en supporter le coût.

Les cas où l'Office des Étrangers invoque le doute concernent généralement des personnes âgées de 16 ans ou plus. L'Office des Étrangers exprime également régulièrement des doutes pour les mineurs à la frontière, les 'INAD'.

Les questions spécifiques relatives aux tests doivent être adressées au service des Tutelles car l'Office des Étrangers ne dispose d'aucun chiffre sur le nombre de tests, ni sur les résultats. L'Office des Étrangers n'est en effet pas la seule instance qui peut demander au service des Tutelles d'effectuer des tests.

L'incident est clos.

11 Questions jointes de

- **M. Theo Francken au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "l'émergence de la Turquie comme plaque tournante de la migration illégale vers l'Union européenne" (n° 1168)**

- **M. Theo Francken au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'émergence de la Turquie comme plaque tournante de la migration illégale vers l'Union européenne" (n° 1169)**

11.01 Theo Francken (N-VA): Au cours des dernières années, de plus en plus de migrants illégaux entrent dans l'Union européenne par la frontière gréco-turque pour poursuivre ensuite leur route vers l'Ouest. Bien qu'un accord de réadmission ait été conclu entre la Turquie et la Grèce, la Turquie ne reprend dans la pratique aucun étranger en situation illégale.

Une pression diplomatique peut-elle être exercée sur la Turquie pour qu'elle reprenne quand même ces personnes? Le secrétaire d'État évoquera-t-il ce problème à l'échelon européen? Les efforts consentis actuellement dans le cadre de FRONTEX suffiront-ils pour lutter efficacement contre le phénomène?

11.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Ce problème a déjà été examiné au niveau européen, entre autres par quelques groupes de travail constitués au sein du Conseil. La Grèce a demandé l'aide de la Commission européenne. Elle veut le déploiement d'équipes RABIT pour réaliser les contrôles à la frontière gréco-turque. FRONTEX a dès lors demandé aux États membres d'envoyer des équipes RABIT. La Belgique apporte également sa contribution.

Dans l'intervalle, la Commission a déjà progressé dans les négociations avec la Turquie relatives à la conclusion d'un accord de réadmission.

Les États membres qui participent à cette opération reçoivent un aperçu journalier des actions menées. À la demande de FRONTEX, ces données sont toutefois strictement confidentielles. Il n'existe pas encore de rapport d'évaluation des opérations que les équipes RABIT effectuent à la frontière gréco-turque puisque ces opérations ne sont pas encore terminées.

11.03 Theo Francken (N-VA): Cette question sera-t-elle abordée lors du séminaire sur l'asile qui se tiendra début décembre?

11.04 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Les plans d'action des autorités grecques sont évoqués tous les mois lors du Conseil. La Commission fera certainement le point sur la situation et les actions des équipes RABIT.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 12 h 40.

De vergadering wordt geopend om 10.20 uur en voorgezeten door de heer Ben Weyts.

De **voorzitter**: Ik kan de vergadering niet openen met de prioritaire vraag van mevrouw Galant, want ze is nog niet aanwezig.

01 Samengevoegde vragen van

- de heer **Siegfried Bracke** aan de minister van Ambtenarenzaken en Overheidsbedrijven over "de uitblijvende benoemingen van ambtenaren van niveau A door het in 'lopende zaken' zijn van de regering" (nr. 592)

- mevrouw **Annick Ponthier** aan de minister van Ambtenarenzaken en Overheidsbedrijven over "de uitblijvende benoemingen van federale ambtenaren in topfuncties en functies van niveau A" (nr. 604)

01.01 Siegfried Bracke (N-VA): Uit de pers verneem ik dat de benoeming van een aantal ambtenaren van niveau A niet ondertekend kan worden, omdat de regering in lopende zaken is. Dat heeft vooral gevolgen voor het loon van de betrokkenen. Bij de FOD Financiën zouden er 103 benoemingsdossiers al veel langer aanslepen. Deze ambtenaren zouden drie dagen voor de verkiezingen tijdelijk aangesteld zijn.

Klopt dat? Zijn er ambtenaren die op een benoeming moeten wachten die door niemand betwist wordt, doordat de regering in lopende zaken is? Zou een minder strikte interpretatie van het begrip 'lopende zaken' niet gewenst zijn? Op basis van welke wetgeving kunnen de ambtenaren nu niet benoemd worden? Wat zijn de gevolgen voor de betrokkenen, die recht hebben op hun benoeming, maar ze niet krijgen?

Klopt het dat er bij de FOD Financiën tijdelijke benoemingen gebeurd zijn? Gebeurt dat ook in andere administraties?

01.02 Annick Ponthier (VB): Naar verluidt wachten honderden ambtenaren op een KB dat hun promotie bevestigt.

Klopt het dat er geen KB's ondertekend kunnen worden als we een regering van lopende zaken hebben? Kan de minister een overzicht geven van het aantal topambtenaren die schade ondervinden omdat zij niet benoemd kunnen worden? Zal de administratieve en financiële situatie van de betrokken ambtenaren later worden rechtgetrokken?

01.03 Minister Inge Vervotte (Nederlands): Het beperken van de bevoegdheden van een regering van lopende zaken heeft niet alleen te maken met wettelijke interpretaties, het is een principiële keuze om een tijdelijke situatie zo tijdelijk mogelijk te maken. Een regering van lopende zaken hanteert haar bevoegdheden zo strikt mogelijk, want het is niet de bedoeling dat de lopende zaken altijd maar uitgebreid worden.

De beperking van de bevoegdheden van de regering van lopende zaken is een grondwettelijke gewoonte. Ze kadert in het continuïteitsbeginsel alsook in het beginsel van de ministeriële verantwoordelijkheid en de parlementaire controle. De Raad van State controleert of de beperkingen worden nageleefd en hoven en rechtbanken kunnen beslissingen vernietigen als ze niet passen binnen lopende zaken. Het is aangewezen dat de uitvoerende macht terughoudend regelgevend optreedt.

Het uitblijven van de benoemingen en de bevorderingen is daar een onvermijdelijk gevolg van. Concreet blijft het staatshoofd benoemingsbesluiten ondertekenen, te weten die van de ambtenaren van niveau A1 en A2. Sinds het ontslag van de regering ondertekent hij niet langer de bevorderingsbesluiten vanaf A2 en de benoemingsbesluiten vanaf niveau A3 en hoger en de aanstellingsbesluiten van managers en houders van een staffunctie.

De praktijk volgt uit de rondzendbrief van 26 april 2010 betreffende lopende zaken. Er zijn verschillende alternatieven voorhanden om tijdens de periode van lopende zaken de continuïteit te waarborgen.

Mijn administratie heeft op mijn verzoek een onderzoek verricht naar de problematiek van de benoemingen en de bevorderingen tijdens lopende zaken in de rechtspraak van de Raad van State. Dit onderzoek bracht geen enkele vernietiging van een benoeming of een bevordering aan het licht omdat ze werd gedaan tijdens lopende zaken.

Deze rechtspraak had evenwel geen betrekking op bevorderingen op een niveau hoger dan A2 of de aanstelling van houders van een management- of een staffunctie. In tien beroepen tegen de benoemingen heeft de Raad van State een arrest tot verwerping uitgesproken. In de motivering heeft de Raad vermeld dat het zaken betrof die geen belangrijke beleidsproblemen opwerpen, die behandeld werden volgens de gebruikelijke procedure en binnen de normale termijnen.

Uit deze rechtspraak kan worden afgeleid dat de rechtsspraak van de Raad van State spoort met de circulaire. Bovendien zijn uitzonderingen mogelijk als er sprake is van hoogdringendheid of als de belangen van de Staat gevrijwaard moeten worden.

Volgens een kort onderzoek dat de FOD P&O bij de FOD's en parastatalen heeft uitgevoerd, zijn er inderdaad 121 bevorderingen in A2, A3 en A4 die nog niet afgehandeld zijn. Hieraan dient men ook nog eens 12 benoemingen van houders van managementfuncties toe te voegen.

Bij de FOD Financiën zijn 103 bevorderingen nog niet afgehandeld, alsook drie benoemingen voor managers. Er zijn 320 bevorderingsdossiers in voorbereiding, alsook vijf dossiers van benoemingen voor managers bij de FOD Financiën.

Bij het Federaal Wetenschapsbeleid zijn acht bevorderingen en twee benoemingen voor managers nog niet afgehandeld.

Ook bij de FOD Buitenlandse Zaken zijn er 20 bevorderingen in klasse 1 en klasse 2 waarop men wacht.

Aan de bevorderingen van statutaire personeelsleden kan een retroactief karakter worden gegeven als ze al een aantal verantwoordelijkheden verbonden met hun nieuwe functie uitoefenen. In dat geval ondervinden ze geen nadeel.

Zo is het bij de FOD P&O, maar dit behoort tot de autonomie van elke FOD.

De benoeming van managers verloopt anders. Zij kunnen uiteraard niet worden vergoed voor diensten die ze nog niet hebben geleverd.

Ik ben niet op de hoogte van een ad-interimaanstelling drie dagen voor 13 juni 2010 bij de FOD Financiën. Daarvoor moet men zich tot de minister van Financiën wenden.

Het is vooral belangrijk dat er een eenduidige regeling is en dat er zo weinig mogelijk problemen rijzen. Er zijn mogelijkheden via interims of tijdelijke verlengingen. De meesten zullen geen verlies lijden omdat er retroactief kan worden opgetreden. Het is aan de FOD's zelf om deze beslissingen te nemen, maar in het verleden is het altijd zo gebeurd.

01.04 Siegfried Bracke (N-VA): Een aantal mensen krijgt momenteel nog niet waarop zij recht hebben. Zij kunnen dat dan wel krijgen als dat zo wordt beslist?

Als elke dienst zelf beslist, is er wel enige willekeur.

01.05 Minister Inge Vervotte (Nederlands): De praktijk in het verleden heeft zoiets niet aangetoond. Ik kan ook niet beslissen in de plaats van de nieuwe regering.

01.06 Annick Ponthier (VB): De regering van lopende zaken moet beslissingen nemen om de continuïteit van de openbare dienst te verzekeren, maar hoe wordt beslist welke functies worden verlengd en welke niet? Op 12 oktober 2010 werd het mandaat van Jozef De Witte bij het CGKR verlengd via een KB. Er komen volgens mij toch nog diensten in aanmerking waar een acute nood aan een efficiënte leiding bestaat, zoals

Fedasil.

01.07 Minister **Inge Vervotte** (*Nederlands*): In principe doet de regering zo weinig mogelijk benoemingen. Als de continuïteit van een dienst in gevaar komt, kan er een KB worden genomen. De Koning hanteert voor de ondertekening zeer strikte regels. Er is geen willekeur.

Er is trouwens een verschil tussen een verlenging en een nieuwe aanduiding. De heer De Witte was al benoemd in zijn functie. De verlenging was nodig om de continuïteit in het bestuur van de instelling te waarborgen.

01.08 **Annick Ponthier** (VB): Het zal wel mijn aangeboren achterdocht zijn die vermoedt dat er andere belangen kunnen meespelen.

01.09 Minister **Inge Vervotte** (*Nederlands*): Hoe strikter het wordt toegepast, hoe minder die argumentatie geldt; er is dan minder interpretatie mogelijk.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Mevrouw Galant is er nog niet om haar prioritaire vraag nr. 270 te stellen, vraag nr. 713 van de heer Vandepuut werd uitgesteld.

De behandeling van de vragen wordt geschorst van 10.38 uur tot 11.07 uur.

02 **Samengevoegde vragen van**

- de heer Theo Francken aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de eerste door België georganiseerde FRONTEX-vlucht voor gedwongen terugkeer" (nr. 957)

- de heer Bart Somers aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "joint return operations" (nr. 1120)

02.01 **Theo Francken** (N-VA): Sinds 2005 worden er FRONTEX-vluchten georganiseerd. FRONTEX is het Europese Agentschap dat de operationele samenwerking van de lidstaten aan hun buitengrenzen coördineert. Ons land heeft hieraan voor de eerste keer deelgenomen. Hoe is een en ander verlopen? Waren er ook passagiers bij die vrijwillig terugkeren of ging het uitsluitend om gedwongen repatriëringen? Hoeveel passagiers stapten er op in België en hoeveel in andere landen? Wat is de kostprijs van deze operatie? Uit welk budget wordt er voor dergelijke vluchten geput? Hoe wordt onze deelname geëvalueerd? Zijn er in de toekomst nog dergelijke vluchten gepland op initiatief van België?

02.02 **Bart Somers** (Open Vld): Klopt het dat betrokken FRONTEX-vlucht de enige is die dit jaar wordt georganiseerd?

Welke andere lidstaten participeerden in deze operatie? Hebben Frankrijk, Duitsland en Nederland dit jaar ook vluchten georganiseerd? Heeft ons land daaraan deelgenomen? Over welke bestemmingen ging het? Is er een schrijven geweest vanuit de EU waarin België werd aangemoedigd om meer gebruik te maken van dit soort vluchten? Zo ja, wat is onze reactie hierop? Zijn er later nog andere FRONTEX-vluchten gepland?

02.03 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): Bij mijn weten heeft Europa mijn departement nooit gemeld dat er een probleem was met FRONTEX. Ik heb deze middag en ook morgen een vergadering met FRONTEX. Ik zal mijn licht eens opsteken.

De door België op 27 oktober georganiseerde *joint return operation* (JRO) werd door FRONTEX op punt gesteld. Het was inderdaad de eerste vlucht die door ons land werd georganiseerd. Naast België als organisator namen ook Ierland, Engeland en Nederland deel aan deze vlucht. Ik ga niet in op het precieze vluchtplan, omdat dit niet ter zake doet.

Met het gebruikte vliegtuig – een Embraer RJ45 – kan slechts een beperkt aantal personen worden verwijderd. Nederland heeft enkel deelgenomen met twee observatoren. Ierland en het Verenigd Koninkrijk hadden per vreemdeling een escorte mee. België voorziet, naast twee begeleiders, ook in een arts, een psycholoog en twee afgevaardigden van de algemene inspectie van de federale en lokale politie.

Er waren acht personen bij die tot gedwongen terugkeer werden verplicht. Er waren 32 personen als omkadering aanwezig. Niemand, behalve de persoon uit Ierland, heeft zich verzet. Hij moest worden geïmmobiliseerd. Ook bij de aankomst in Kinshasa deden zich geen problemen voor.

De kostprijs van de operatie is nog niet bekend, maar zij past in elk geval wel binnen het Europees Terugkeerfonds. De andere deelnemende landen reageren positief op deze JRO. Het is wel aangewezen in de toekomst een groter toestel te gebruiken.

Duitsland heeft al drie JRO's georganiseerd, een naar Georgië en twee naar Kosovo. Nederland heeft al twee vluchten georganiseerd, een naar Nigeria en een naar Kameroen. Frankrijk organiseerde in 2010 een vlucht naar Nigeria. België nam dit jaar enkel deel aan de twee door Nederland georganiseerde JRO's. Daarmee werden respectievelijk vier en een vreemdeling verwijderd.

02.04 Theo Francken (N-VA): De pers zal hieraan blijven aandacht besteden totdat er werkelijk iets gebeurt. Eerste minister Letermee heeft gezegd dat hij persoonlijk zal toezien op de correcte en strengere naleving van het terugkeerbeleid. Ik zal hem daarover ondervragen.

De eerste FRONTEX-vlucht in België verwijderde maar acht mensen, waaronder vijf Nigerianen uit Nederland. Dagelijks kloppen er echter honderden mensen bij Fedasil aan. Er is dus duidelijk een probleem met het terugkeerbeleid.

De staatssecretaris zei dat het vliegtuig te weinig capaciteit had. Wie is de eigenaar?

02.05 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): Ik vermoed Defensie, maar ik ben niet zeker.

02.06 Theo Francken (N-VA): Er zijn 32 begeleiders meegevloden voor 8 afgewezen asielzoekers. Een van hen werd geïmmobiliseerd? Hoe gebeurde dat?

02.07 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): Iemand dwingen om terug te keren, gebeurt enkel in laatste instantie. Er zijn ook mensen die vrijwillig terugkeren. Als iemand echter weigert om in het vliegtuig te stappen, dan moeten ze die persoon immobiliseren.

02.08 Bart Somers (Open Vld): Met de begeleidingscapaciteit heb ik geen probleem omdat gedwongen terugkeer humaan moet kunnen verlopen en in alle veiligheid voor de begeleiders. Naar aanleiding van een tragisch overlijden, hebben we eerder een grondig debat gevoerd over hoe gedwongen terugkeer moet verlopen. Voor de begeleiders is het psychisch zwaar omdat het vaak om wanhopige mensen gaat.

De te kleine vliegtuigen zijn niet goed omdat er dan te weinig mensen kunnen worden teruggevloden. Ik hoop dat we naar vliegtuigen gaan met een grotere capaciteit en dat we het aantal vluchten zullen opdrijven.

Ik ben overtuigd van het feit dat als mensen weten dat ze gedwongen moeten terugkeren als ze uitgeprocedeerd zijn, er veel meer vrijwillig zullen terugkeren.

Ik hoop op een pak meer vluchten in Europees kader.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 534 van mevrouw Colen is reeds twee keer uitgesteld, maar werd desondanks door haar fractie aangeduid als prioritair. Mevrouw Colen is er niet, ik beschouw de vraag als ingetrokken.

03 Vraag van mevrouw Zoé Genot aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de weigering van een visum aan een Marokkaan die wilde deelnemen aan het vierde salon voor duurzaam toerisme in Brussel" (nr. 831)

03.01 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Een kleine Marokkaanse olijvenproducent, die in samenwerking met een Belgische vzw 'eerlijk toerisme' promoot, wilde op 16 en 17 oktober deelnemen aan een beurs voor duurzaam, ethisch en eerlijk toerisme. Omdat er geen bewijsstukken konden worden voorgelegd met betrekking tot de hotelreservatie, zijn effectief lidmaatschap van de vzw, de verwezenlijkingen van de vzw en voldoende financiële dekking, werd hem het visum geweigerd.

De verantwoordelijke van de Belgische vzw beweert nochtans dat hij zijn belastingaangifte heeft overgelegd om zijn inkomsten te bewijzen, en dat hij een dossier heeft ingediend met alle activiteiten van de vzw, met inbegrip van de statuten. Hij heeft echter nooit een reactie van de Dienst Vreemdelingenzaken gekregen.

Hoe kunnen de burgers in contact treden met de Dienst Vreemdelingenzaken en hun argumenten kenbaar maken, wanneer ze menen dat de aangevoerde redenen voor een weigering ongegrond zijn?

03.02 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Frans): De beslissing van de Dienst Vreemdelingenzaken werd aan de visumaanvrager betekend via het consulaat-generaal, met een duidelijke vermelding van de redenen en de beroepsmogelijkheden.

De Dienst Vreemdelingenzaken is altijd bereikbaar via telefoon, e-mail, fax of reguliere post. Bovendien staat op de website van de Dienst een lijst van aanspreekpunten ten behoeve van de advocaten en de deskundigen inzake vreemdelingenrecht.

De Dienst Vreemdelingenzaken zal het dossier enkel bespreken met de visumaanvrager of diens vertegenwoordiger, aangezien eventuele derden mogelijk niet over alle gegevens beschikken en evenmin over alle aspecten van het dossier mogen worden geïnformeerd. Daarnaast kan het moeilijk zijn om het mandaat van deze derden na te trekken.

03.03 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Het probleem is dat de behandeling van zulke dossiers erg lang duurt. Wanneer de weigering uiteindelijk wordt meegedeeld, heeft de betrokkene niet meer genoeg tijd om er bezwaar tegen aan te tekenen.

U zegt dat het volstaat de helpdesk van de Dienst Vreemdelingenzaken te bellen. Meent u dat nu echt? Iedereen weet dat het vrijwel onmogelijk is om daar iemand aan de lijn te krijgen.

03.04 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Frans): Vertelt u dat maar eens aan de ambtenaren van de Dienst die dagelijks de telefoon beantwoorden!

De Dienst Vreemdelingenzaken wil wel degelijk performanter worden. Tegelijkertijd echter moet eenieder die inlichtingen vraagt bij de Dienst, zich hoeden voor oneigenlijke of ongepaste verzoeken.

03.05 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Ik begrijp dat het met al die oproepen soms hectisch wordt voor het personeel van de Dienst, maar het is een feit dat de Dienst erg moeilijk bereikbaar is. Ik kan het weten, want ik heb het zelf al geprobeerd.

Bovendien is er in voorkomend geval sprake van derden, die documenten moeten voorleggen waarin hun inkomen wordt gestaafd en waarin wordt beschreven hoe ze de vreemdeling zullen opvangen. Het is dan ook niet meer dan normaal dat die derden worden verwittigd indien de documenten ontoereikend zijn.

Er bestaat echt een communicatieprobleem, vooral door de korte termijnen waarbinnen de ngo's moeten werken.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van de heer Theo Francken aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en

asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "het arrest van het Grondwettelijk Hof en de gevolgen voor de vreemdelingenwet" (nr. 870)

04.01 Theo Francken (N-VA): Volgens het arrest van het Grondwettelijk Hof zijn artikelen 40 tot 47 van de vreemdelingenwet in strijd met het grondwettelijk gelijkheidsbeginsel. Het gaat over de beslissingstermijnen bij gezinshereniging.

Hoe zal de staatssecretaris tegemoetkomen aan de opmerkingen van het Grondwettelijk Hof? Zal er een wetswijziging doorgevoerd worden of zal het KB van 1981 gewijzigd worden? Is de staatssecretaris van plan reeds via de volgende programmawet tegemoet te komen aan dit arrest? Is een loutere wijziging van het KB van 1981 in lijn met de expliciete bewoordingen van het arrest? Op welke termijn zal dit KB dan worden gefinaliseerd? Kan dit in een periode van lopende zaken? Zal een spoedadvies worden gevraagd aan de Raad van State? Hoe zal deze urgentie worden gemotiveerd?

Zal de staatssecretaris het nodige doen opdat in zoveel mogelijk gevallen een behandelingsperiode van 9 maanden, verlengbaar tot 15 maanden, beschikbaar blijft? Zal de staatssecretaris ervoor zorgen dat de behandelingstermijn van 6 maanden bij fraude en misbruik, zoals schijnhuwelijken, eveneens zal kunnen worden verlengd? Zijn er reeds bijzondere instructies gegeven aan de Dienst Vreemdelingenzaken voor de behandeling van aanvragen van visa voor gezinshereniging in de overgangsperiode? Welke instructies werden of zullen worden gegeven aan de Dienst Vreemdelingenzaken? Zal de staatssecretaris in alle gevallen van gezinshereniging met een Belg blijven vooropstellen dat een termijn van 9 maanden beschikbaar moet blijven?

04.02 Staatssecretaris Melchior Wathelet (*Nederlands*): Ik heb de Dienst Vreemdelingenzaken reeds de opdracht gegeven om een juridisch antwoord op het arrest uit te werken en ik heb de eerste ontwerp teksten ontvangen die zowel de vreemdelingenwet van 1980 als het vreemdelingenbesluit van 1981 in overeenstemming moeten brengen met de opmerkingen van het Grondwettelijk Hof. Het arrest spreekt van een lacune in de wetgeving en dus lijkt een wetswijziging aangewezen.

Het Grondwettelijk Hof verwijst echter eveneens naar artikel 42, § 1, van de vreemdelingenwet, dat de Koning de opdracht verleent de voorwaarden en de duur te regelen van het verblijf van meer dan drie maanden van burgers van de Unie en hun familieleden. Daarbij bepaalt artikel 52, § 4, van het KB van 1981 de behandelingstermijnen voor aanvragen voor gezinshereniging van familieleden van een EU-burger of een Belg vanuit België.

Wij onderzoeken momenteel nog beide wegen. Het is nog niet uitgemaakt of er voor een wetswijziging of een wijziging van het KB zal worden gekozen, maar het ontwerp zal alleszins geen deel uitmaken van de diverse bepalingen.

Het arrest stelt duidelijk dat België gebonden is door het EU-recht, in het bijzonder richtlijn 2004/38, die bepaalt dat het inreisvisum voor familieleden van EU-burgers en Belgen zo spoedig mogelijk moet worden verleend, uiterlijk binnen zes maanden. Er wordt onderzocht of het juridisch mogelijk is de behandelingstermijn van zes maanden te verlengen op basis van artikel 35 van dezelfde richtlijn, dat de lidstaten de mogelijkheid biedt om maatregelen te nemen om rechtsmisbruik en fraude tegen te gaan.

Ik heb geen bijzondere instructies gegeven, maar in afwachting van een wetswijziging moet de DVZ de vreemdelingenwet toepassen in overeenstemming met de rechtspraak van het Hof en de EU-regelgeving.

De mogelijkheid van een zogenaamde omgekeerde discriminatie voor familieleden van een Belg wordt momenteel grondig geanalyseerd. Recente rechtspraak van de Raad van State en het Grondwettelijk Hof verbiedt dergelijke discriminatie. Momenteel is een principezaak tegen België hierover hangende bij het Europees Hof van Justitie. Daarin besluit de advocaat-generaal in het advies eveneens tot de onwettigheid van discriminatie van de eigen onderdanen. Er wordt een arrest verwacht begin 2011.

04.03 Theo Francken (N-VA): Het gaat erom dat de asieldiensten voldoende tijd krijgen om effectief

controles te doen op eventuele schijnhuwelijken. Ik hoop dat de mogelijkheid van artikel 35 in de richtlijn juridisch sluitend gemaakt wordt, zodat de termijn effectief verlengd wordt.

Het arrest dat hangende is, met het advies dat men voor Belgen niet strenger kan zijn dan voor andere Europeanen, zal er inderdaad begin volgend jaar komen. Ik kijk er reikhalzend naar uit, omdat de N-VA er voorstander van is om de Belgen gelijk te behandelen inzake gezinshereniging.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van mevrouw Sarah Smeyers aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "identiteitsfraude bij asielzoekers" (nr. 890)

05.01 Sarah Smeyers (N-VA): Tien jaar lang heeft een zelfverklaarde Macedonische asielzoeker, die in werkelijkheid een Albanese moordenaar blijkt te zijn, van het OCMW in Aalst een leefloon gekregen. Erkenning krijgen als vluchteling met een valse identiteit blijkt eigenlijk kinderspel te zijn. Bij een asiel- of regularisatieaanvraag wordt immers geen authentiek identiteitsdocument gevraagd. Daardoor zijn er waarschijnlijk enkele duizenden asielzoekers die onder een valse identiteit als vluchteling erkend zijn. Dat vormt een bedreiging voor de openbare orde.

Zal de staatssecretaris dit probleem op het kernkabinet aankaarten? Is hij bereid de vrijstelling van identificatieplicht voor asielzoekers en vooral voor indieners van een regularisatieaanvraag te schappen? Op welke andere manier denkt hij een einde te kunnen maken aan de identiteitsfraude? Zal hij op korte termijn instructies geven om te vermijden dat mensen met een valse identiteit worden geregulariseerd?

05.02 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): Op basis van de artikels 9bis en 9ter van de vreemdelingenwet is er wel degelijk een identificatieplicht bij regularisatieaanvragen. In twee gevallen is er een uitzondering: voor asielzoekers van wie de asielaanvraag nog niet definitief werd afgewezen en voor vreemdelingen voor wie het niet mogelijk is de vereiste documenten te verwerven in België. Als de regularisatie aan deze mensen wordt toegekend, geeft de verblijfstitel duidelijk aan dat de identiteit een verklaarde identiteit is.

Bij een asielaanvraag gelden de bewijsregels van de Conventie van Genève. Een asielzoeker moet zijn identiteit en afkomst bewijzen of moet toch al het mogelijke doen om de nodige bewijsstukken te bekomen. Er is geen vrijstelling van identificatieplicht, maar er wordt wel rekening mee gehouden dat het voor een asielzoeker niet altijd mogelijk is over de nodige documenten te beschikken, zoals in het geval van een plotse vlucht uit zijn land. Het voorleggen van identiteitsdocumenten verplichten zou in strijd zijn met de internationale bepalingen en de bepalingen van de EU-kwalificatieregeling.

Als staatssecretaris voor het Migratie- en Asielbeleid kan ik geen instructies geven aan onafhankelijke instanties zoals het Commissariaat-Generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen over het al of niet toekennen van het vluchtelingenstatuut.

In geval van twijfel over de authenticiteit van de voorgelegde identiteitsdocumenten zal de Dienst Vreemdelingenzaken advies vragen aan het parket.

05.03 Sarah Smeyers (N-VA): De staatssecretaris gaat hier wel erg licht over. Deze problematiek raakt de openbare orde en is belangrijk voor de veiligheid van het land. Van mensen die willen worden geregulariseerd en later wellicht genaturaliseerd, moeten wij een identiteitsbewijs eisen zodat zij op basis van de juiste identiteit Belg worden.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van mevrouw Sarah Smeyers aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de raadpleging van

databanken van de politie in het kader van de regularisatieprocedure" (nr. 902)

06.01 Sarah Smeyers (N-VA): De staatssecretaris kan naar eigen goeddunken vreemdelingen regulariseren. Wij hebben geen zicht op de manier waarop u kan vermijden dat ook illegale criminelen geregulariseerd worden. Hoe wordt er nagegaan of de indiener van een regularisatieaanvraag om humanitaire redenen gekend is bij het gerecht en de politie? Wordt een aanvraag automatisch geweigerd na een negatief advies van de politie of als het gaat om iemand die al veroordeeld werd voor een misdrijf?

Wordt er – ondanks een negatief advies – nog rekening gehouden met andere gunstige elementen en dus in sommige gevallen alsnog geregulariseerd? Werden er al illegalen of asielzoekers geregulariseerd die een strafrechtelijke veroordeling hadden opgelopen? Kan de machtiging tot verblijf nog worden ingetrokken als een geregulariseerde veroordeeld wordt? Zo ja, gebeurt dit systematisch?

06.02 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): Bij een aanvraag om regularisatie om humanitaire motieven wordt steeds het centraal strafregister en het Schengen-informatiesysteem (SIS) geraadpleegd en in bijzondere gevallen ook de Staatsveiligheid, vermits gevallen van schending van de openbare orde kunnen leiden tot een negatieve beslissing.

Normaal gezien wordt er niet geregulariseerd als de aanvrager strafrechtelijk veroordeeld werd. Er wordt echter ook rekening gehouden met de ernst van de feiten. Er is een verschil tussen een moord en een verkeersovertreding.

Het systematisch intrekken van een verblijfsmachtiging voor eender welke veroordeling is in strijd met het proportionaliteitsbeginsel. Voor ernstige misdrijven met gevaar voor de samenleving kan via een ministerieel besluit of een KB worden overgegaan tot de uitzetting van betrokken vreemdeling.

06.03 Sarah Smeyers (N-VA): Een politieagent heeft mij laten weten dat er personen geregulariseerd worden die veroordeeld waren voor zware criminele feiten. Moord is een extreem voorbeeld, maar waar ligt de grens? Ik hoop dat de staatssecretaris erover waakt dat de openbare orde niet in het gedrang komt.

06.04 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): Het wordt geval per geval bekeken. Wanneer iemand een zwaar misdrijf heeft gepleegd, dan wordt dat geanalyseerd op basis van ingewonnen informatie.

Het incident is gesloten.

07 Samengevoegde vragen van

- de heer Theo Francken aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de onmogelijkheid voor de Dienst Vreemdelingenzaken om naar behoren te controleren omwille van het beroepsgeheim van de gemeenten en OCMW's" (nr. 956)

- mevrouw Nahima Lanjri aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de misbruiken van het vrij verkeer van werknemers en diensten" (nr. 1011)

07.01 Theo Francken (N-VA): In zijn antwoord op een vraag van mij een week geleden zei de staatssecretaris dat gemeenten en OCMW's niet moeten aarzelen om misbruiken te melden aan de DVZ. De DVZ kan dan de gepaste maatregelen nemen. Ik was tevreden, want in een stad als Gent is er een immens probleem aan het groeien met Oost-Europeanen die met man en macht proberen om onze sociale zekerheid uit te buiten.

Een jaar geleden zei de staatssecretaris nog dat de DVZ misbruiken moet opsporen, maar dat die opsporingsmechanismen het beroepsgeheim van de gemeenten en OCMW's niet mogen schenden. Zowel het VVSG als het Vlaams Minderhedencentrum delen dat standpunt van een jaar geleden. Vorige week dacht ik dat de staatssecretaris van mening was veranderd.

Wat bedoelt de staatssecretaris concreet als hij zegt dat het een prioriteit is om de DVZ op de hoogte te brengen als het OCMW volgens hem eigenlijk niet mag communiceren? Wat is er tussen nu en vorig jaar gebeurd? Vindt de staatssecretaris dat de DVZ behoorlijk kan werken als hij geen informatie mag krijgen van de gemeenten en de OCMW's? Is de staatssecretaris bereid om in de vreemdelingenwet een gelijkaardige bepaling voor de DVZ op te nemen als diegene die geldt voor het Commissariaat-Generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen en de DVZ zo te machtigen alle nuttige informatie te doen overleggen?

07.02 Nahima Lanjri (CD&V): De problematiek van het vrij verkeer van EU-werknemers is bekend. Mensenhandelaars zorgen ervoor dat mensen uit Oost-Europa de nodige documenten krijgen om zich in België aan te bieden als iemand met een job, terwijl dat in werkelijkheid niet zo is. De gemeenten weten ook vaak dat er iets niet in de haak is, denk maar aan nachtwinkels waar tientallen mensen zouden werken. Zodra deze mensen een verblijfsvergunning hebben, trekken zij naar het OCMW en laten zij hun familie overkomen, wat als EU-burger perfect mogelijk is. Het lijkt me niet de bedoeling van het vrij verkeer van werknemers om in andere EU-landen van een betere sociale zekerheid te gaan profiteren.

Andere landen lukt het wel om strenger om te gaan met dit probleem, zoals Nederland en Duitsland. Waarom lukt daar wat hier niet lukt? Moeten wij de vreemdelingenwet aanpassen om dit probleem het hoofd te kunnen bieden? Blijkbaar is in ons land de dienst die de controle op de economische migratie binnen de EU moet controleren, onderbemand. Wat kan daaraan worden gedaan?

De DVZ heeft geen toegang tot de gegevens in de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid. Nochtans kan via die gegevens meteen worden opgemaakt welke bedrijven nepbedrijven zijn. Om privacyredenen kan dat niet, maar in andere landen is dat geen probleem. In Nederland en Duitsland krijgt wie een beroep wil doen op de sociale zekerheid meteen een uitwijzingsbevel. In België zijn de systemen onvoldoende op elkaar afgestemd en kan niet worden gecontroleerd of iemand terecht aanspraak maakt op een uitkering.

Hoe kunnen wij dit probleem aanpakken, zonder dat we het vrij verkeer hinderen van de mensen die hier echt komen werken?

07.03 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): De vreemdelingenwet beperkt wel degelijk misbruiken van het verblijfsrecht door EU-burgers.

Zo bepaalt artikel 42^{septies} dat de minister of zijn gemachtigde een einde kan maken aan het verblijfsrecht van de EU-burger of van zijn familieleden indien valse of misleidende informatie of vervalste documenten werden gebruikt, fraude werd gepleegd, of andere onwettige middelen werden gebruikt die van doorslaggevend belang waren voor de erkenning van het recht.

Op basis van artikel 42^{bis} kan een einde worden gesteld aan het verblijfsrecht indien iemand een onredelijke belasting wordt voor het socialezekerheidsstelsel. De moeilijkheid voor de DVZ is om hierover te kunnen oordelen. De toegang van de DVZ tot de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid zou verbreed moeten worden. Hiertoe worden thans stappen gezet. Onder meer de privacycommissie moet daarover advies uitbrengen.

Wij zijn vragende partij voor meer personeel, maar in de huidige situatie ligt dat moeilijk. De DVZ probeert zo efficiënt mogelijk te werken met de middelen die hij heeft.

EU-burgers die een economische activiteit wensen uit te oefenen in België, dienen een werkgeversattest voor te leggen. De gemeenten kunnen dan de E-kaart afleveren. Zij kunnen echter niet nagaan of een werkgeversattest of arbeidscontract authentiek is.

De gemeenten zullen in de toekomst nog intenser moeten samenwerken met de sociale inspectiediensten om misbruiken tegen te gaan. Bij twijfel kan de gemeente steeds de verblijfsaanvraag doorsturen naar de

DVZ, die binnen een termijn van vijf maanden een beslissing moet nemen. Een groot deel van het beleid wordt op lokaal niveau gevoerd door de stad en het OCMW. De DVZ heeft echter nogmaals de nadruk gelegd op het belang om dubieuze aanvragen door te sturen naar Brussel.

Zo kan een gemeente die via de DVZ heeft vernomen dat een bepaald bedrijf failliet is, de nodige maatregelen treffen wanneer een werkgeversattest van die firma wordt voorgelegd. Controle moet op ieder niveau gebeuren. De DVZ kan in geval van twijfel bijkomende informatie vragen aan de gemeenten. Omdat de DVZ niet rechtstreeks informatie aan een OCMW mag vragen, stelt DVZ regelmatig vragen aan de betrokkenen zelf. Zo zal de DVZ bij twijfel personen vragen om een attest voor te leggen waaruit blijkt dat zij ten laste vallen van het OCMW.

07.04 Theo Francken (N-VA): Ik ken de artikelen 42septies en 42bis van de vreemdelingenwet, waarin staat dat ook EU-burgers teruggestuurd kunnen worden bij fraude. Hoe vaak echter zijn mensen op basis van die artikelen hun verblijfsrecht verloren? Ik maak mij daarover geen illusies. De stad Gent wordt nu trouwens overspoeld omdat zij jarenlang veel te soepel is geweest.

De stad Antwerpen is, net zoals Oostende en Leuven, ter zake veel kritischer geweest.

Volgens de staatssecretaris heeft de DVZ een dienst die de gemeenten helpt. Ik heb echter begrepen dat deze dienst zou worden afgeschaft, wat geen goed signaal zou zijn. De staatssecretaris zegt ook dat het bewijs gewoon aan de betrokkene wordt gevraagd. We moeten dringend nagaan of er geen creatieve oplossing bestaat om de DVZ meer mogelijkheden te geven.

07.05 Nahima Lanjri (CD&V): Ik denk dat het aangewezen is om de gemeentebesturen nogmaals op de mogelijkheden te wijzen via een rondzendbrief, waarin is opgenomen welk nummer en welke procedure dient te worden gehanteerd. Ook kunnen de nummers worden opgenomen van de personen bij de DVZ die kunnen worden gecontacteerd.

Het probleem is vooral het vergaren van alle informatie en het bij elkaar leggen van de verschillende puzzelstukken. In de wet kan bijvoorbeeld worden vastgelegd dat de betrokkene geen onredelijke belasting voor de overheid mag zijn en dus geen OCMW-steun mag krijgen. Er moet een koppeling van de informatie komen.

Het is positief dat er gewerkt wordt aan een bijkomende toegang tot de gegevens van de kruispuntbank. Ook hoop ik dat het advies van de privacycommissie positief zal zijn. Ik hoop ten slotte dat wij zo snel mogelijk een regering hebben.

Het incident is gesloten.

08 Vraag van mevrouw Nahima Lanjri aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de werking van de DVZ in het kader van de drugsbestrijding in Antwerpen" (nr. 1010)

08.01 Nahima Lanjri (CD&V): Verhoogde politieaanwezigheid in de wijk Antwerpen-Noord heeft het afgelopen jaar geleid tot een driehonderdtal arrestaties van drugsdealers, waarvan er 165 illegaal in het land verbleven. De Antwerpse burgemeester was ontstemd toen bleek dat er daarvan slechts eentje was teruggestuurd naar het herkomstland, terwijl de anderen gewoon konden doorgaan met dealen.

Het uitzetten van illegale criminelen is een taak van de Dienst Vreemdelingenzaken (DVZ). Klopt het dat de stad Antwerpen daarover afspraken gemaakt heeft met de DVZ? Kloppen de cijfers die door de burgemeester aangehaald zijn? Zo ja, hoe komt het dat er slechts één persoon werd uitgewezen?

Zijn er nog procedures aan de gang? Werden er personen opgevangen in een gesloten centrum, zodat ze niet opnieuw in de criminaliteit belanden? Welke maatregelen zal de DVZ nemen om meer illegalen uit te wijzen, zeker als het gaat over criminelen?

08.02 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): Vorige week heb ik al geantwoord op een bijna

identieke vraag.

Aangezien de drugsproblematiek een prioriteit is in het zonale veiligheidsplan van de Antwerpse politie en in het drugsbeleidsplan van de stad Antwerpen, vond er op 8 december 2008 overleg plaats tussen de stad Antwerpen en de DVZ. Er werd toen afgesproken dat illegale drugsdealers prioritair gerepatrieerd zouden worden.

Om de grootschalige acties in 2009 van de Antwerpse politie voor te bereiden, was er een tweede vergadering op 22 januari 2009. De DVZ reserveerde plaatsen in de gesloten centra en verleende bijstand op het terrein. Er werden afspraken gemaakt met het parket van Antwerpen over een nultolerantiebeleid. De DVZ heeft de identificatie van de gearresteerde illegalen prioritair opgestart met het oog op hun terugkeer naar het land van herkomst. Een aantal personen was niet verwijderbaar, omdat ze de Belgische nationaliteit hadden of over een ander rechtmatig verblijf beschikten.

Er werden in die periode wel acht vreemdelingen gerepatrieerd en niet slechts één. Heel wat van de gevatte verdachten werden in de gevangenis al geïnterviewd door de DVZ, omwille van het ontbreken van identiteitspapieren en met het oog op het bekomen van de gewenste reisdocumenten.

Bij de actie-Fortuna in Antwerpen, die van start ging in april 2009, werden er tot nu toe 55 personen administratief aangehouden, waarvan de DVZ de identiteit moet vaststellen. Daarvan werden er 21 opgesloten in het gesloten centrum van Merksplas. Ondertussen werden er 9 personen gerepatrieerd.

Om een vreemdeling te kunnen repatriëren moet hij over een identiteitsdocument beschikken, anders moet er een identificatieprocedure worden opgestart. Om die procedure te kunnen versnellen tracht de DVZ de relatie met de autoriteiten van de herkomstlanden te verbeteren.

Met de hulp van het Europees Terugkeerfonds heeft de DVZ nieuwe projecten gelanceerd, zoals een jaarlijkse consulaire avond, infosessies met de consuls en brochures over het Belgisch terugkeerbeleid. De immigratieambtenaren proberen samen te werken met 'problematische' landen. Zo werden er identificatieteams uit Vietnam en Pakistan naar hier gehaald, wordt een versnelde procedure gebruikt voor de verzending van vingerafdrukken naar Marokko, werd er onderhandeld over een memorandum of understanding met China en Peru en werden de autoriteiten van de landen van herkomst via actieplannen aangespoord om prioriteit te geven aan Belgische aanvragen. De DVZ vergadert bovendien regelmatig met vertegenwoordigers van ambassades en consulaten om het identificatie- en terugkeerproces te versnellen. Ook de samenwerking tussen de DVZ en het parket zal nog versterkt worden.

08.03 Nahima Lanjri (CD&V): Van de 165 illegale drugsdealers zijn er dus 9 in plaats van 1 gerepatrieerd. Wat zal er met de rest gebeuren? Er werden ook slechts 21 mensen opgesloten in Merksplas. Zitten de anderen ergens in de gevangenis of werden ze vrijgelaten?

08.04 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): Zolang de gerechtelijke procedure loopt worden gevangenen niet overgebracht naar een gesloten centrum. Ik heb enkel cijfers over de gesloten centra en de repatriaties. Verschillende mensen zijn niet repatrieerbaar, onder meer omdat ze Belg zijn.

08.05 Nahima Lanjri (CD&V): Het valt toch moeilijk uit te leggen dat we er niet in slagen om illegale criminelen het land uit te zetten. Daar moeten we absoluut werk van maken.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van de heer Theo Francken aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "het dossier-Mohammed Saber, onverwijderbare illegale terrorist" (nr. 1059)

09.01 Theo Francken (N-VA): Ik hoop dat er bij deze vraag niet verwezen wordt naar het Reglement van de

Kamer inzake individuele dossiers, want dat is volgens mij hier niet van toepassing. Het betreft namelijk een kwestie van algemene openbare orde.

Mohamed Saber is na Nizar Trabelsi de zwaarste terrorist in ons land. Zit hij nog steeds in het gesloten asielcentrum te Brugge of kon hij inmiddels succesvol worden verwijderd of is hij vrijwillig vertrokken? Welk akkoord werd met hem gesloten? Naar welk land is hij desgevallend verwijderd: Irak, Burundi of elders? Werd er geld betaald? Hoe werd de verwijdering georganiseerd? Werden de lokale autoriteiten op de hoogte gebracht? Heeft de staatssecretaris weet van schendingen van artikel 3 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens?

09.02 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): De heer Saber is vrijwillig teruggekeerd naar Irak in het kader van een IOM-contract (Internationale Organisatie voor Migratie) en dit in overeenstemming met artikel 3 van het EVRM. De IOM heeft bevestigd dat hij ondertussen daar is aangekomen. De lokale autoriteiten werden op de hoogte gebracht, om de nodige reisdocumenten voor de vrijwillige terugkeer te kunnen opmaken.

09.03 **Theo Francken** (N-VA): Ik apprecieer het dat de staatssecretaris een antwoord geeft in dit delicate dossier.

Het incident is gesloten.

10 **Vraag van mevrouw Sarah Smeyers aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "botscans voor jonge asielzoekers" (nr. 1100)**

10.01 **Sarah Smeyers** (N-VA): In ons land geldt de regel dat minderjarige asielzoekers recht hebben op opvang, dat ze niet in een gesloten centrum mogen worden opgesloten, en dat ze niet mogen worden uitgewezen. Daarom verklaren veel jongeren aan de grens dat ze minderjarig zijn. Om bedrog tegen te gaan, worden botscans genomen van de pols van jonge asielzoekers om hun leeftijd te bepalen. De DVZ beoordeelt het resultaat en bepaalt dan of de jongere meer- of minderjarig is.

Nu blijkt dat er in de twee richtingen fouten worden gemaakt en dat meerderjarigen soms doorgaan voor minderjarigen en omgekeerd.

Hoeveel botscans werden er in 2009 en in 2010 gedaan bij minderjarige asielzoekers? Hoeveel procent van het aantal minderjarigen is dat? In hoeveel gevallen stemde de vermeende leeftijd overeen met het resultaat van de botscan? Hoe groot was de foutenmarge? Wordt het resultaat van de botscan altijd gevolgd door de Dienst Vreemdelingenzaken? Is dit doorslaggevend voor de uiteindelijke beslissing of louter indicatief?

10.02 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): De DVZ mag de dienst Voogdij vragen om de leeftijd te bepalen via een botscan en ziet ook toe op de test. Daarna beslist de dienst Voogdij, actief sinds 2005, of de persoon beantwoordt aan de criteria om als een niet-begeleide minderjarige te worden beschouwd. De DVZ moet deze beslissing respecteren. Als de DVZ de test aangevraagd heeft, draagt de DVZ de kosten hiervoor.

De gevallen waarin de DVZ twijfel inroept, handelen meestal over personen in de leeftijdscategorie vanaf 16 jaar. DVZ uit ook geregeld twijfel voor minderjarigen aan de grens, de zogenaamde INAD's.

Specifieke vragen over de tests moeten aan de dienst Voogdij worden gericht, want de DVZ heeft geen cijfers over het aantal testen, noch over de uitslagen. De DVZ is immers niet de enige instantie die de dienst Voogdij kan vragen om te testen.

Het incident is gesloten.

11 **Samengevoegde vragen van**

- de heer Theo Francken aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en

Institutionele Hervormingen over "de opkomst van Turkije als draaischijf voor illegale migratie naar de Europese Unie" (nr. 1168)

- de heer Theo Francken aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de opkomst van Turkije als draaischijf voor illegale migratie naar de Europese Unie" (nr. 1169)

11.01 Theo Francken (N-VA): De laatste jaren komen steeds meer illegale migranten de EU binnen via de Turks-Griekse grens om vervolgens westwaarts te reizen. Hoewel er een terugnameakkoord bestaat tussen Turkije en Griekenland, neemt Turkije in de praktijk geen illegale vreemdelingen terug.

Is het mogelijk om diplomatieke druk uit te oefenen op Turkije opdat het deze mensen toch terug zou nemen? Zal de staatssecretaris dit probleem aankaarten op Europees niveau? Volstaan de huidige FRONTEX-inspanningen om het probleem aan te pakken?

11.02 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): Dit probleem is al besproken op Europees niveau, onder meer in enkele werkgroepen binnen de Raad. Griekenland heeft de Europese Commissie om hulp gevraagd. Het wil de inzet van zogenaamde RABIT-teams voor de controles aan de Turks-Griekse grens. FRONTEX heeft daarop de lidstaten gevraagd om RABIT's te sturen. Ook België levert een bijdrage.

De Commissie heeft ondertussen ook al vooruitgang geboekt in de onderhandelingen met Turkije over het afsluiten van een terugnameakkoord.

De deelnemende lidstaten krijgen dagelijks een overzicht van de acties, maar deze gegevens zijn, op verzoek van FRONTEX, strikt vertrouwelijk. Er is nog geen evaluatieverslag opgesteld van de RABIT-acties aan de Grieks-Turkse grens omdat ze nog niet zijn beëindigd.

11.03 Theo Francken (N-VA): Komt dit probleem ook ter sprake op de asieltop begin december?

11.04 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): De Griekse actieplannen worden elke maand besproken tijdens de Raad. De Commissie zal zeker een stand van zaken geven over de situatie en de RABIT-acties.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 12.40 uur.